

L'Humanité



rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
17 juin 1976

No 511

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

Pékin

Le président malgache dénonce l'hégémonisme

Didier Ratsiraka, président de la République démocratique de Madagascar effectue ces jours-ci, pour la troisième fois, une visite d'amitié en République populaire de Chine. A l'occasion de la réception de bienvenue offerte en son honneur il a très fortement réaffirmé l'orientation révolutionnaire de la jeune République malgache :

« En reconnaissant la République populaire de Chine et en établissant immédiatement des relations diplomatiques au rang d'ambassadeurs, Madagascar a voulu démontrer qu'elle a recouvré enfin sa pleine indépendance politique et qu'en corollaire logique, son devoir comme peuple engagé et son intérêt comme pays jusque là opprimé, exploité et dominé étaient de rejoindre la grande famille des peuples progressistes, dont la conjugaison des forces pourra seule renverser le cours des événements et imprimer à l'ordre international un sens désormais conforme à la volonté et aux idéaux de la majorité, c'est-à-dire de tous les peuples qui travaillent et produisent et entendent substituer un monde de justice, d'égalité et de paix au système de pillage, d'égoïsme et de conflits que le colonialisme et l'impérialisme ont imposé jusque là au nom de l'hégémonie occidentale et de la loi du plus fort... »

Nous venons en pèlerinage à la grande source de la Révolution contemporaine.

Aujourd'hui, en redécouvrant une nouvelle fois cette terre amie dont le courage du peuple, la clairvoyance des dirigeants et la philosophie politique ont valeur de légende dans ma lointaine patrie, je voudrais tout spécialement retenir comme marque de distinction privi-

légiée l'invitation qui nous a été faite par le gouvernement de la République populaire de Chine d'effectuer cette visite d'Etat.

Nous venons donc en pèlerinage à la grande source de la révolution contemporaine. Nous venons pour affermir nos relations de coopération militante. Nous venons aussi pour renforcer le témoignage de notre engagement commun dans la défense des principes et des idéaux de la révolution des peuples.

Nous venons enfin, rendre un hommage solennel à son excellence le président Mao Tsé-toung, un homme d'Etat à la mesure de l'histoire, soleil rouge de l'Orient dont le passé, la pensée et l'action marqueront notre planète d'une empreinte indélébile.

(Suite page 2)

SECHERESSE

DEUX CAMPS FACE A FACE

La sécheresse fournit un exemple de cette vérité que la bourgeoisie essaye de camoufler : sous le capitalisme les calamités naturelles aggravent la misère des uns et permet à une minorité d'en profiter et de s'enrichir sur le dos des producteurs.

Tant que cette minorité, qui profite du travail des autres, aura le pouvoir il n'y aura pas de solutions durables pour les petits paysans face aux problèmes causés par la sécheresse. Nous aborderons cette question dans un prochain article...

Pour aujourd'hui, nous examinerons ce que disent et font les représentants de la bourgeoisie y compris la direction du PCF.

Bonnet, ministre de l'Agriculture avait déclaré il y a quelques mois que des mesures seraient prises pour que le revenu des agriculteurs ne diminue pas pour la troisième année consécutive. Mais la sécheresse lui a sans doute fait ravalier sa salive, et il vient de déclarer que la calamité actuelle qui touchait les producteurs de l'Ouest ne permettait pas d'envisager une amélioration du revenu en 1976. Autrement dit, le pouvoir essaye de préparer l'opinion rurale

à une nouvelle chute des revenus cette année.

Le gouvernement aidera-t-il les paysans en difficulté ? « Certainement ! » répond-il, quand Giscard d'Estaing parle de fournir des indemnités en octobre. Vous avez bien lu en OCTOBRE !

La sécheresse n'atteindra pas gravement les gros agriculteurs — au contraire ; elle sera, par contre, lourde de conséquences pour les petits : faible revenu, à côté des impôts et taxes toujours

plus lourdes, des emprunts à rembourser, etc.

Evidemment, le gouvernement propose aux paysans par l'intermédiaire du Crédit agricole qu'ils contractent de nouveaux emprunts, appelés pour l'occasion « prêts calamités ». Ces prêts, même à des taux d'intérêts faibles ne pourront être contractés par les petits paysans sans qu'ils engagent lourdement l'avenir de leur exploitation. C'est à juste titre que beaucoup de paysans jugent des déclarations gouvernementales comme cyniques.

Bonnet, dans une récente déclaration, a même été plus loin. Il a fait part de la « volonté » du gouvernement d'invoker la « solidarité nationale » pour venir en aide aux agriculteurs.

Qu'est-ce que cette « solidarité nationale » dans la bouche de ce monsieur, si ce n'est faire payer les travailleurs des villes pour une aide qui dans l'esprit de ce ministre irait aux paysans « compétitifs » ; les autres — les petits — nous dit-on étant condamnés à court terme à la faillite.

Les choses deviennent claires, la sécheresse devient un merveilleux prétexte pour la bourgeoisie pour éliminer plus rapidement encore la petite paysannerie française qui produit encore la moitié de la production agricole nationale.

Pour les partis de l'Union de la gauche, et notamment pour le PCF, leurs préoccupations sont largement absorbées par les échéances électorales ; date à laquelle ils espèrent pouvoir gérer ce régime.

(Suite page 3)

Elections au Portugal

Le test présidentiel

A peine sorti de la campagne des élections législatives du 25 avril dernier, qui ont vu la confirmation de l'échec du putsch des forces cunhalistes et autres pro-soviétiques, le Portugal s'est lancé dans une nouvelle campagne, pour les élections présidentielles cette fois-ci.

Celle-ci intervient dans la situation internationale tendue que fait régner la politique belliciste et expansionniste de l'URSS, dans le cadre de sa rivalité avec l'autre superpuissance, les USA, pour la domination du monde et en particulier de l'Europe. L'offensive soviétique se traduit en effet sur tous les fronts : militaires comme directement en Angola, ou indirectement au Liban ; politique comme le prouve l'activité de ses cinquièmes colonnes dans tous les pays et particulièrement dans ceux de l'Europe du Sud : Italie, Espagne, Portugal et aussi notre propre pays.

Intervenant après que le peuple portugais ait déjà accumulé une riche expérience concrète de l'activité du social-impérialisme russe et des sociaux-fascistes du PCP, qui sont ses meilleurs valets dans le pays, ces élections constitueront un test politique important.

(Suite page 2).

5 ans de prison requis contre Siméoni

L'avocat général a prononcé mardi son réquisitoire devant la cour de sûreté de l'Etat. Il a demandé une peine de 5 ans de prison pour Siméoni et différentes peines de prison avec sursis pour ses compagnons. Tout au long du procès et mardi encore, l'avocat-général a eu recours à la flatterie envers les idées et la personne de Siméoni.

Ce que le gouvernement, à travers l'avocat-général, ne pardonne pas à Siméoni et à ses compagnons c'est d'avoir défié l'autorité de l'Etat bourgeois en occupant la cave de trafiquants en vin avec des fusils afin de démontrer leur détermination. Pour la bourgeoisie les armes doivent à tout prix demeurer dans son camp pour réprimer le peuple. Elle sait qu'elle joue là son avenir.

Contre Le Gal et nos camarades de Lorient

LA PSYCHIATRIE AU SERVICE DE LA REPRESSION

L'intersyndicale CGT-CFDT de l'hôpital psychiatrique Charcot a fait une déclaration révélatrice en ce qui concerne l'attitude répressive de la bourgeoisie à l'égard des travailleurs. En effet, les syndicats de cet hôpital ont appris que nos camarades Jegouzo, David et Leforestier qui avaient

été perquisitionnés et inculqués à Lorient pour reconstitution de ligue dissoute (PCMLF) et qui ont ensuite été libérés, ont été convoqués dernièrement pour un examen psychiatrique dans cet hôpital. Dans le même temps, notre camarade Romain Le Gal, toujours incarcéré à Fresnes, s'est vu « visité » par un expert psychiatrique dans sa cellule.

Nos trois camarades lorientais ont décidé collectivement de refuser de se rendre à cette convocation. En révélant ces faits, l'intersyndicale CGT-CFDT de l'hôpital a dénoncé « le rôle de maintien de l'ordre et d'auxiliaire du pouvoir que l'on veut faire jouer à la psychiatrie ». Non contente d'exercer sa répression sur les travailleurs, la bourgeois-

sie emploie tous les moyens pour intimider, humilier ou encore « justifier scientifiquement » ses pratiques. Ces armes-là sont les derniers recours qu'elle a pour essayer d'enrayer la montée des luttes et la colère des masses. En plus de la torture (comme celle qui a été infligée au viticulteur Albert Teisseyre), elle se sert de la psychiatrie. Ceci montre à quel point elle se trouve sur la défensive. Chercher à montrer que les travailleurs qui luttent sont des malades mentaux est le genre de pratique répressive qu'on ne rencontre d'une façon répandue que dans les Etats fascistes ou social-fascistes lorsque ceux-ci ne bénéficient plus d'aucun crédit de la part du peuple. Décidément il y a beaucoup de « bavures » ces temps-ci.

Jeudi 17 juin à 20 H
pour la lutte du peuple
de Timor-oriental

MEETING

avec la participation de
M. José Ramos Horta, ministre des Affaires étrangères de la République de Timor oriental

Salle Siem - 6 rue Albert Lapparent - Paris 7e - Mo Ségur.

Elections au Portugal

LE TEST PRESIDENTIEL

Suite de la page une.

Quatre candidats sont aujourd'hui en lice. Dans la logique du résultat de précédentes législatives, qui ont permis la mise en place d'un gouvernement composé des seuls socialistes, le favori est sans conteste le général Ramalho Eanes, soutenu par trois partis de la bourgeoisie portugaise : le Parti socialiste, le parti conservateur PPD et le CDS, fortement marqué à droite.

Le général Eanes n'est pas un inconnu pour le peuple portugais. Il s'est en effet vigoureusement opposé au putsch du 25 novembre et a été nommé aussitôt après chef d'Etat-major des Armées. Il est un ami des signataires du document des «neuf» qui, au cours de l'été dernier, avaient élevé, au nom du MFA, un net appel à la vigilance envers les menaces qui pesaient, très immédiatement alors, sur l'indépendance et la démocratie dans le pays, du fait des manœuvres d'infiltration et de putsch des pro-soviétiques du PCP.

Son programme électoral est très proche de l'orienta-

tion marquée par ce texte qui joue un rôle important dans l'orientation de la vie politique portugaise. Il se prononce pour le schéma d'une société «socialiste, démocratique et pluraliste» son «socialisme» restant bien entendu, puisqu'il représente les intérêts de la bourgeoisie portugaise, aussi vague et fumeux que l'était, sur ce point, le «document des neuf».

C'est ainsi qu'évoquant la grave crise économique qui secoue le Portugal, en dépit de l'aide financière que la CEE a commencé de lui apporter, le général Eanes ne manque pas de faire appel à «l'esprit de mission et de sacrifices de la part du peuple portugais». Comme les grèves des travailleurs des transports, des éboueurs qui se déroulent en ce moment dans la région de Lisbonne et de Porto en témoignent, il risque peu, s'il est élu, d'être entendu sur ce point-là.

Il est par contre plus clair et plus précis, et plus écouté aussi, sur les questions qui touchent à l'indépendance

et à la démocratie. Visant les pro-soviétiques du PCP, il affirme notamment que «ceux qui ont abusé pendant les deux dernières années des libertés démocratiques doivent rester sous surveillance». Par ailleurs les militaires, d'après lui, n'ont plus à intervenir directement dans la vie du pays «sauf dans le cas où l'indépendance nationale viendrait à être mise en danger par des forces extérieures ou intérieures». Le peuple portugais est payé pour savoir, notamment après le putsch manqué des forces pro-soviétiques, le 25 novembre dernier, qu'il ne s'agit pas là d'une hypothèse d'école.

Sur le plan international, Ramalho Eanes défend «une politique d'indépendance nationale et de non-alignement avec tous les pays du monde, ... et avec le tiers monde en particulier». Son programme est donc, en gros, assez proche de celui du PS qui défend cette orientation avec les incohérences qui lui sont propres. C'est ainsi que, tout en s'opposant aux visées impé-

rialistes de l'URSS, le ministre des Affaires étrangères le major Melo Antunes, vient de signer avec Brejnev un communiqué commun affirmant que l'acte final d'Helsinki est «un événement d'une importance internationale énorme... dont tout le contenu est dirigé vers l'approfondissement de la détente» ! De son côté, Mario Soares, secrétaire général du PS portugais, estime «qu'une victoire de la gauche aux élections italiennes, peut avoir un effet stimulant pour une politique de gauche en Europe».

Dans le même temps pourtant, le gouvernement PS vient d'adopter une loi interdisant aux entreprises publiques et privées tout licenciement ou «épuration» motivés par des raisons politiques ou idéologiques, contrairement à la pratique qu'avait développée le PCP du temps des gouvernements présidés par le pro-soviétique Vasco Gonçalves.

La campagne que mène simultanément le premier ministre actuel, Pinheiro de Azevedo, candidat «indépendant» qui ne bénéficie du soutien d'aucun parti, se révèle beaucoup plus terne et floue et chacun s'en désintéresse ouvertement.

Le président actuel, Costa Gomes, n'a pas donné suite à son projet de candidature. Non plus que le général réactionnaire Galvao de Melo, ce qui marque bien l'effondrement des positions de la droite pro-américaine au Portugal.

(Demain : «les candidats de l'URSS»).

HUSSEIN DE JORDANIE A MOSCOU

Le roi Hussein de Jordanie, le boucher d'Amman, était attendu jeudi à Moscou pour une visite officielle de plus d'une semaine. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la rivalité entre les USA et l'URSS au Moyen-Orient. Les dirigeants soviétiques cherchent ainsi à distendre les liens qui existaient jusque là entre les USA et la Jordanie afin d'établir leurs positions dans ce pays.

La vente d'armements sera au cœur de cette visite. Il est en effet question que l'URSS livre à la Jordanie des batteries de missiles «Sol-air». Celles-ci remplaceraient les engins «Hawk» que Hussein voulait acheter aux USA. Mais il a estimé que le prix demandé par les États-Unis était trop élevé. L'URSS a alors proposé ses «services».

Pékin

Une vigoureuse dénonciation de l'hégémonisme par le président malgache

(Suite de la p. 1)

Il n'a pas seulement guidé le glorieux peuple chinois à travers sa longue marche. Il ne l'a pas fait uniquement pour remporter victoires sur victoires. Il lui a donné une raison d'être, de lutter et de vivre. Il lui a fait ignorer la misère, la famine, les guenilles et l'ignorance. Il l'a imposé enfin à la considération de toutes les nations, si bien que le plus grand peuple du monde est devenu l'ainé et le compagnon de route de tous les peuples affranchis ou qui luttent pour leur liberté. Désormais, aucune page de l'histoire ne pourra s'écrire sans la Chine. C'est pour nous tous, pour les révolutionnaires du monde entier, le plus sûr garant de la préservation de notre marche en avant, et de l'édification d'une société internationale plus juste sous la bannière de la paix.

Et puisque votre lutte a été la nôtre et nos épreuves partagées avec votre compréhension, nous tenons à ce que cette occasion soit l'illustration éclatante de la coopération désintéressée, harmonieuse et efficace qui caractérise nos relations réciproques...

L'aide chinoise, un modèle de générosité révolutionnaire

Nous ne nous félicitons pas seulement, nous n'éprouvons pas uniquement une sincère satisfaction de l'aide que vous nous apportez. Nous voulons la montrer en modèle du souci d'un grand peuple au grand cœur qui ne dispose pas encore de tout, mais qui se fait une mission de participer au développement d'une nation plus jeune, plus démunie, dans le respect total de sa souveraineté et suivant des modalités dont l'originalité le dispute à la générosité...

Avec vous enfin, à vos côtés et à l'unisson avec tous les peuples épris de liberté, de progrès et de paix, nous saisissons cette occasion exceptionnelle pour

proclamer à nouveau notre ferme engagement à défendre la libre détermination de tous les peuples, à combattre sans répit le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme et l'hégémonisme, à éradiquer* le racisme et la ségrégation raciale de la face du monde, à lutter contre la création diabolique de foyers de tension par le fait des grandes puissances...

Les menaces dangereuses des grandes puissances

En militants de la paix, nous sommes très sensibles et attentifs à toutes les menaces que les grandes puissances, dans leur volonté d'hégémonie ou pour la fallacieuse défense d'intérêts qui ne sont guère évidents, laissent planer sur les régions qui ont connu jusqu'à présent une stable tranquillité.

Nous ne pouvons donc admettre que l'océan Indien soit érigé en un possible théâtre d'affrontements entre des causes qui ne sont pas les nôtres et au nom de principes que nous ne défendons pas.

Au mépris de la décision des Nations unies, l'on continue à monter de puissantes armadas dans ce qui doit être une zone de paix.

Nous faisons appel à toutes les forces de progrès et de paix pour que la volonté des États riverains, fussent-ils de petits pays, ainsi que la résolution des différentes instances internationales, ne soient pas plus longtemps bafouées par la loi du plus fort. Nous savons compter sur l'aide et la solidarité du grand peuple chinois dans cette lutte au départ inégale...

Nous vaincrons parce que nous détenons la vérité et que nous sommes armés de réalisme et d'irréductibilité, et parce que nous savons que le courant de l'histoire est irrésistible.

* *Eradiquer* : synonyme d'*extirper*.

Liban

Logique de gangsters impérialistes

L'agence «Chine nouvelle» vient de publier un nouveau et important commentaire sur la récente déclaration de l'agence Tass à propos de la situation au Liban, dans lequel les ambitions agressives du social-impérialisme russe sont clairement mises à nu. Nous en publions ci-dessous quelques extraits :

... Dans cette déclaration qui sent la poudre, l'Union soviétique use et de chantages politiques et d'intimidations militaires.

... Aux yeux des sociaux-impérialistes soviétiques, le Liban du Proche-Orient est proche de l'Union soviétique, cette dernière a en conséquence le droit d'intervenir dans ses affaires. De même, lorsqu'un petit pays se trouve géographiquement proche d'un grand pays, il doit se laisser manipuler et dépecer à volonté par ce grand pays. Logique typique des gangsters impérialistes !

Les nouveaux tsars du Kremlin réalisent ce qu'ils ont dit. Rappelons que déjà en 1968, l'Union soviétique envoya ses troupes occuper la Tchécoslovaquie à deux pas d'elle. En fait, pour les sociaux-impérialistes soviétiques, un pays éloigné d'eux comme un pays proche peut faire l'objet de leur intervention ou agression militaire. La

distance géographique n'arrête pas les ambitions expansionnistes des nouveaux tsars. En effet, l'Angola est très éloigné de l'Union soviétique, cependant cela n'a pas empêché l'Union soviétique d'envoyer, il y a peu de temps, des mercenaires perpétrer une intervention et une agression militaires de grande envergure contre ce pays africain nouvellement indépendant. Maintenant, l'Union soviétique tente de renouveler au Liban ce qui s'est passé en Angola.

Dans sa déclaration, Tass, avec des buts inavouables, décrit avec beaucoup d'emphase la situation libanaise, affirmant que «les événements au Liban dépassent le cadre national» et qu'ils risquent de provoquer un conflit international encore plus large», etc. Cela signifie que le problème libanais une fois devenu «conflit international», l'Union soviétique aura le permis légal d'y

intervenir. Il est évident que par sa déclaration, Tass met en condition l'opinion publique en vue d'une agression et d'une intervention ouvertes de l'Union soviétique au Liban.

... La déclaration de Tass a déjà signalé l'éventualité d'une intervention soviétique au Liban. Or la politique de canonniers depuis longtemps discréditée va à l'encontre de la volonté des peuples. Le peuple libanais et les autres peuples arabes ne se soumettront jamais au chantage politique ni à l'intimidation militaire des superpuissances. Ils déjoueront les complots et les intrigues de l'impérialisme et du social-impérialisme et résoudront par voie correcte leurs problèmes intérieurs. Le social-impérialisme soviétique, en agissant tout de travers, ne peut que soulever une pierre sur les pieds.



nouvelles intérieures

Après les attaques de la «Pravda» contre les déclarations de Méry

UN COMMENTAIRE DE «CHINE NOUVELLE»

Après les violentes attaques lancées par «La Pravda» contre les récentes déclarations du général Méry, l'agence «Chine nouvelle» a publié un important commentaire dans laquelle elle déclare notamment :

Le discours de Méry reflète l'apparition récente en Europe occidentale d'une nouvelle orientation politique qui mérite l'attention : depuis la Conférence d'Helsinki, de plus en plus nombreux sont ceux qui sont conscients du danger que représente l'idéologie munitaire. Au fur et à mesure que s'alourdit la menace expansionniste de l'Union soviétique en Europe et dans le monde, surtout depuis l'affaire angolaise, le mythe de la «détente», répandu par l'Union soviétique, s'est vu toujours plus stigmatisé et condamné par l'opinion publique et divers milieux dans les pays d'Europe occidentale. Se font plus nombreuses aussi les voix qui préconisent le renforcement de l'unité européenne, de l'OTAN et de la défense nationale de chaque pays et proposent l'adoption d'une politique de résistance contre l'Union soviétique. Il est naturel que cette situation, extrêmement défavorable au Kremlin qui pratique la politique de fausse détente et d'expansion réelle pour réaliser son ambition hégémonique, provoque de sa part crainte et colère. Dans un article signé par Alexandrov publié le 9 juin, la «Pravda» s'est attaquée à l'intervention du général d'armée Guy Méry en affirmant qu'elle «renonce à la politique de défense basée sur l'indépendance nationale», «amadoie l'OTAN» et va à l'encontre de la «détente», dans l'intention encore une fois de dévoyer la tendance récemment apparue en Europe, diviser l'unité de l'Ouest, et faciliter la réalisation de l'ambition hégémonique de l'Union soviétique vis-à-vis de l'Europe.

La presse soviétique a diffamé l'intervention de Méry en alléguant qu'elle est «contraire au relâchement de la tension internationale», qu'elle a violé «l'acte final de la CSCE», en la qualifiant de «formulation aventureuse». En réalité, il convient

de rejeter ces étiquettes sur le révisionnisme soviétique.

Ces dernières années, les révisionnistes soviétiques chantent très haut leur psaume de «détente» ; le rythme de leur course aux armements n'a jamais été aussi rapide et leurs actes d'expansion aussi nombreux. De 1971 à 1974, le nombre de missiles a doublé, la production moyenne annuelle de ses armes conventionnelles, sauf les hélicoptères, s'est avérée de plusieurs fois plus élevée que celle des États-Unis. Quant à l'écart qui sépare l'Europe de l'Ouest de l'URSS dans ces domaines, il est encore plus frappant. Depuis plus d'un an, notamment après la CSCE, l'Union soviétique a encore accéléré son expansion des armements en vue d'une guerre. Elle a accru le nombre de ses armes nucléaires, et par ailleurs fabriqué avec succès et déployé trois types de missiles balistiques basés au sol. Le niveau de production de ses armes conventionnelles ne cesse de s'élever. Cependant, les ambitions des révisionnistes soviétiques ne s'arrêtent pas là. Une simple lecture de récents journaux soviétiques permet de voir que les chefs de gouvernement et de l'armée soviétiques ne se sont pas lassés de prêcher l'armement et le réarmement.

Alors qu'elle fait grand bruit sur la «détente», Moscou a considérablement renforcé son dispositif offensif vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest. Une rivalité acharnée l'oppose aux États-Unis pour l'hégémonie en Europe. Elle a déployé en face de l'Europe occidentale des forces de loin supérieures à celles de l'OTAN. En même temps, sur les flancs sud et nord du vieux continent, elle se livre avec frénésie à l'expansion militaire et à l'infiltration politique, tentant de prendre l'Europe en tenailles. En un an depuis la fin de la CSCE, elle a renforcé sa présence militaire en Europe, qualitativement

et quantitativement. De plus, elle dirige son expansion vers l'Afrique australe et l'Atlantique du Sud, avec comme objectif de resserrer la prise en tenailles stratégique autour de l'Europe. L'intervention armée en Angola constitue une phase importante de ce processus.

Grenoble, la CFDT dénonce une agression social-fasciste

Le syndicat CFDT des Communaux de Grenoble a rendu public dernièrement une mise au point dénonçant une agression commise le 1er Mai dernier par des membres du service d'ordre du PCF. Le texte commence par le récit des événements fait par une militante CFDT qui s'exprime en ces termes :

«Militante CFDT, sympathisante Humanité-Rouge, je détaillais avec le cortège de l'Humanité-Rouge qui décide de se placer derrière celui de la CFDT. Des membres du parti communiste sont alors venus nous voir, très agressifs déjà puisque pour discuter ils piétinèrent la première banderole que nous tenions : «Proletaires de tous les pays, unissez-vous». Les termes de la discussion furent ceux-ci : «Il n'est pas question que vous vous mettiez là... Les organisations ont décidé du cortège... vous avez une minute pour réfléchir». Au bout de deux secondes, c'était l'agression, le service d'ordre du PC se rua sur un camarade placé à côté de moi qui essayait de discuter, je fus moi-même housculée et projetée à terre, un camarade de Rhône-Paulenc textile a été roué de coups, un autre a eu ses lunettes et montre cassées et l'œil poché ; un ouvrier de Raymond Bouton fut mis KO par un violent coup dans les parties. Nos banderoles furent déchirées. Des militants CFDT ont été témoins : XXX

«Le 1er Mai, manifestation publique où s'exprime depuis toujours la lutte et la solidarité des travailleurs, n'a pas été respecté : non-respect des libertés démocratiques, des libertés élémentaires d'expression et de manifestation.»

Après ce récit, la mise au point du syndicat des Communaux de Grenoble «dénonce catégoriquement de telles brutalités».

Sécheresse

DEUX CAMPS FACE A FACE

Suite de la page une.

Ainsi le PCF demande-t-il un débat à la chambre des députés sur la sécheresse, histoire de montrer que lui, au gouvernement, il ferait quelque chose... D'ailleurs pour ne gêner aucun bulletin de vote on pourra voir en lisant l'Humanité ou la Terre que nos révisionnistes ne s'adressent pas aux plus défavorisés, mais à tous les agriculteurs, sans distinction de classe. Il est vrai que pour le PCF, les petits paysans, ça n'existe plus et que les paysans riches peuvent attendre

quelque chose du Programme commun.

Sur le terrain, c'est une autre voix des révisionnistes, parfois surprenante, que les paysans peuvent entendre ; ainsi cette déclaration plusieurs fois entendue dans un même département de la bouche de responsables du PCF suivant laquelle la bombe atomique serait responsable de la sécheresse.

«Nous comprenons mieux pourquoi il y a tant de calamités en URSS avec le stock de bombes que ce pays possède», aurions-nous pu répondre...

Quant aux USA, il est intéressant de noter qu'ils ne se désintéressent pas, loin de là, de la sécheresse qui touche notre pays.

Ainsi la CIA vient de révéler que d'après des études récentes, la sécheresse pourrait s'étendre sur cinq années au niveau des pays européens. Or, chacun sait que les USA sont les principaux exportateurs de céréales

les alimentaires et industrielles du monde. Ce pays n'avait d'ailleurs pas caché voici quelques mois que ce stock était une arme redoutable de chantage économique et politique entre ses mains. Il faut signaler également que le blé américain ainsi que d'autres céréales de même provenance ont augmenté de façon importante sur le marché mondial depuis la véritable ruée des acheteurs soviétiques.

Si la France n'en est pas encore à acheter des céréales en grande quantité à l'étranger, cela pourrait venir un jour, et là, d'une façon ou d'une autre, nous aurons affaire aux deux rapaces internationaux que sont les deux superpuissances.

Dans un prochain article nous verrons comment la question des la sécheresse a pu être réglée dans un pays socialiste comme la Chine. Ensuite nous aborderons la question des revendications qu'avancent les petits paysans face à cette calamité.

LES AFFAIRES «SPORTIVES» DU PCF

On commence à connaître les multiples activités économiques que contrôlent les dirigeants du PCF et qui constituent une des bases sur laquelle se développe la bourgeoisie bureaucratique qu'ils représentent.

Ces activités se développent dans de nombreux domaines. Notamment dans celui de l'édition, et en particulier de la presse «sportive». Voici à ce sujet des faits révélateurs. La revue bi-mensuelle «Miroir du football», produite par les éditions «Miroir sprint», est bien connue comme étant une feuille déversant la conception bourgeoise du sport. Ce qui est beaucoup moins connu, c'est que cette revue, vendue à 45 000 exemplaires, est la propriété du PCF. Ces derniers temps, elle a été l'objet de vifs règlements de compte.

Mais avant d'aller plus loin, indiquons un fait qui intéressera les travailleurs du Livre. Alors que les dirigeants du PCF ne cessent de protester contre l'exécution de nombreux travaux d'impression à l'étranger, eux-mêmes font imprimer toutes les publications de «Miroir sprint» en Belgique. Preuve s'il en était besoin que leurs paroles et leurs actes sont deux choses très différentes.

En 1974, la direction du PCF décidait de faire passer les éditions «Miroir sprint» dont elle est propriétaire sous le contrôle des éditions Vaillant dont elle est également propriétaire. Le premier groupe capitaliste est déficitaire. Son directeur avait lancé une revue sportive «Sports» qui a été un fiasco et a coûté plusieurs centaines de millions. Le second groupe capitaliste est lui au contraire largement bénéficiaire. Il faut donc que les profits du second combinent le déficit du premier. Directive est don-

née pour que disparaisse de «Miroir du football» tout aspect critique vis à vis de la pratique capitaliste du sport. Un nouveau directeur est nommé à la tête de la direction du groupe pour mener à bien l'opération. Le nommé JJ Faure est chargé de briser les résistances et d'augmenter la rentabilité de «Miroir du football».

Il se charge de briser la résistance de l'ancien rédacteur en chef de la revue, Thébaud, soutenu par deux journalistes sur trois et par des pigistes, hostiles à la nouvelle orientation voulant supprimer tout aspect critique vis à vis de la pratique bourgeoise du sport. Les brimades se multiplient contre Thébaud, qui reçoit une lettre d'avertissement. Au printemps 1976, pour la Coupe d'Europe de football, JJ Faure fait paraître à l'insu de l'équipe rédactionnelle de la revue, une édition spéciale de «Miroir du football». D'autres numéros seront publiés de même façon. Les articles sont rédigés par des journalistes de «l'Humanité». Ils déchaînent l'hystérie chauvine autour de St-Etienne. Le 3 mai, Thébaud est destitué de ses fonctions. Il porte l'affaire devant les tribunaux, comme deux autres journalistes. Des démissions ont lieu. A un vieux militant du PCF qui lui dit «j'étais militant avant que tu sois né», Faure répond : «Il n'y a pas de militant ici. Il y a un patron, c'est moi. Il y a un employé, c'est toi. Si tu n'es pas content, la porte est ouverte, comme elle est ouverte pour tous».

Ces faits montrent avec éloquence que les dirigeants du PCF sont des bourgeois comme les autres, guidés par la loi du profit, et permettent d'imaginer ce qu'ils feraient s'ils étaient au pouvoir.

AMIS LECTEURS AIDEZ-NOUS
ACHETEZ TOUJOURS
L'HUMANITE ROUGE
DANS LE MEME KIOSQUE

MANIFESTATION DE JEUNES CHOMEURS CFDT POUR LES TRANSPORTS GRATUITS

Le comité de jeunes chômeurs CFDT organise le 23 juin à 11 h 30 un rassemblement au métro Saint-François-Xavier (Paris-7e) où se regrouperont des délégations chargées de porter des pétitions au préfet de région réclamant l'octroi de la gratuité des transports pour les chômeurs.



Contre l'exploitation et la répression

II-UN SEUL ET MEME COMBAT

Dans les entreprises, la répression contre les ouvriers et les employés, certes ce n'est pas nouveau, elle est aussi vieille que la classe ouvrière elle-même. Cependant, dans une période donnée (de crise notamment) elle peut prendre une dimension beaucoup plus importante, et c'est le cas actuellement. Dans certaines entreprises existent des «syndicats-maisons» chargés par la direction de faire régner «le calme et l'ordre» capitalistes. Dans d'autres, le patron voudrait empêcher que les ou-

Dans des entreprises comme Bourgeois, Doumeng ou Citroën, la lutte pour de simples revendications économiques est aussitôt liée à la répression patronale.

Pour les ouvriers des Câbles de Lyon à Clichy-A, c'est pour faire échouer la grève déclenchée contre les projets de licenciements collectifs, que, d'abord, la direction

(jusqu'à c'était plutôt la tendance «paternaliste») a fait appel aux flics de l'État bourgeois pour faire évacuer l'usine et obtenu le concours de certains cadres (entièrement corrompus) pour provoquer les ouvriers. Ça ne lui suffisait pas, elle a voulu faire licencier 3 ouvriers délégués qu'elle a considérés comme des meneurs. Elle les

vriers s'organisent ; sans syndicat fasciste il cherche le même résultat (comme chez Bourgeois à Besançon). Quand ce sont les faux communistes du PCF qui sont les patrons (comme Doumeng) ce sont des conditions similaires à celles de chez Simca ou Citroën ; ou quelque fois le paternalisme (car ils connaissent aussi la carotte et le bâton). Pour d'autres enfin, ils jouent la carte du Paternalisme. Mais dans tous les cas, **TOUS LES PATRONS NE VOIENT QUE LEURS PROFITS.** Aujourd'hui avec la crise

a entraînés en justice et elle a perdu. Son dernier recours : faire appel à Durafour (ministre du «Travail»), qui est investi du droit «divin» de faire licencier qui il veut et quand il veut sans donner de motif !

C'est le même problème qui se pose pour les licenciements d'Henri Mandrille, des deux ouvriers de Claudel-Nestlé à Villedieu (Manche) des 4 des chez Paris-Rhône (Lyon), un aux Forges et Tréfileries de Conflandey, et des 10 autres délégués «licenciés Durafour» (cf HR No 507).

Pour des centaines d'autres ouvriers (non délégués, donc encore plus sujets à l'arbitraire), c'est le licenciement suite à un mouvement revendicatif. Donc c'est le même motif. La bourgeoisie veut en fait retirer le droit de grève par

(qui est celle de LEUR État), qui accentue les contradictions entre la bourgeoisie et le prolétariat, ils cherchent à virer en premier ce qui les gêne, à savoir les ouvriers (ou «employés») les plus combattifs. C'est là un deuxième point qu'ils ont tous en commun.

Dans l'article précédent étaient donnés quelques exemples de répression. Quels sont leur point de départ et leur convergence ?

C'est ce que nous aborderons aujourd'hui !

et... défilés-promenades orchestrés par les bonzes révisionnistes et réformistes qui ne touchent pas aux profits capitalistes.

En ce qui concerne les licenciements individuels, (c'est sur cette question que portait la grève à la SEP — société européenne de propulsion — c'est-à-dire en fait pour des motifs concernant l'appartenance politique ou l'activité syndicale de tel ou tel travailleur, le fond du problème est le même. Pour tous les patrons

il s'agit de réprimer les travailleurs les plus actifs dans la lutte contre l'exploitation capitaliste.

Tous les ouvriers sont dans la même galère, ils ont à faire face à l'exploitation et à la répression. Tous risquent les licenciements et le chômage, et la répression s'ils ne sont pas des moutons dociles.

N'est-ce pas là leur gros point de convergence ?

C'est bien un seul et même combat.



POUR CORRESPONDRE
PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

Les hospitaliers lyonnais en lutte

Depuis début mai, les hospitaliers lyonnais sont dans l'action sous différentes formes pour : une augmentation des effectifs, le paiement des 13 heures supplémentaires, comme à l'Assistance publique, la suppression de la notation, une prime uniforme pour tous, un salaire minimum de 2 000 F, une prime de 250 F aux manipulateurs-radio non diplômés.

Mais si le mécontentement existe chez les hospitaliers dû à leurs dures conditions de travail, il n'est pas toujours facile d'organiser une grève dans un hôpital.

Pour la CGT, fidèle à la ligne imposée par les dirigeants révisionnistes du PCF, elle passe son temps de délégation en délégation. Et lorsque la révolte gronde à la base, elle organise des manifestations pour canaliser le mouvement, pour faire apparaître ses permanents et les élus du PCF ! Bien sûr, elle prend bien soin de laisser chaque hôpital isolé, à part pour les journées d'action sans lendemain.

POUR LA GRATUITÉ DES SOINS

A l'hôpital Jules Courmont, où les révisionnistes ont été balayés, les grévistes avec leur section syndicale CFDT ont déclenché une grève administrative qui vise à la gratuité des soins, c'est-à-dire que les malades sont soignés mais la direction ne peut encaisser le fric ! C'est une forme de lutte très populaire qui permet de forger l'unité entre grévistes, malades et les autres travailleurs. Cette forme de lutte a aussi été déclenchée à E. Herriot, au Viatier...

LES DIVISEURS

Les dirigeants CGT ont refusé l'unité d'action pour la gratuité des soins. Le permanent PCF/CGT Gambade s'est déchainé contre cette forme de lutte : un tract largement diffusé disait entre autres : «Des méthodes n'ayant rien à voir avec les orientations d'un syndicalisme responsable» !!! Gambade a largement utilisé la presse locale bourgeoise pour dénoncer les grévistes de Jules Courmont, allant même jusqu'à dire que la gratuité des soins pourrait mettre la Sécurité sociale en danger !

Face à l'intransigeance et aux pressions (réquisitions) de la direction et malgré les manœuvres de division des dirigeants révisionnistes de la CGT, les grévistes continuent la lutte en la popularisant auprès des travailleurs et de la population, en organisant le soutien financier, des banderoles et panneaux relatant leur lutte à l'entrée de l'hôpital.

Depuis le 9 juin, 3 hospitaliers font la grève de la faim.

La grève des hospitaliers est riche en enseignements, si certains se faisaient encore quelques illusions sur la nature des dirigeants révisionnistes PCF-CGT, il est certain qu'ils les auront démasqués comme des éléments bourgeois infiltrés dans les rangs de la classe ouvrière.

Vous pouvez faire parvenir votre soutien financier au CCP 7 598 22 Lyon — Pierre Houal — en mentionnant : Soutien aux grévistes de Jules Courmont.

Correspondant HR Lyon.



Des licenciés de Durafour au meeting des Câbles de Lyon (photo HR).

Aux laboratoires

CE QUE CACHENT DES LICENCIEMENTS SURPROFITS, TRAFICS

Les laboratoires «Lematte et Boinot» (siège rue La Bruyère à Paris-9e) emploient 300 salariés environ : 150 à Paris dont 70 visiteurs médicaux itinérants (représentants), des cadres régionaux et 140 à l'usine d'Amilly dans le Loiret.

Ces laboratoires ont été absorbés en 1967 par le trust suédois Astra (14e rang de la pharmacie mondiale). Depuis, comme dans toutes les grosses branches industrielles les patrons «restructurent», c'est-à-dire qu'ils cherchent à rentabiliser au maximum en licenciant et en regroupant des secteurs d'activité. Aux laboratoires «Lematte et Boinot» cette restructuration prévue de-

C'est dès janvier 1973 que les travailleurs des laboratoires Lematte et Boinot s'organisaient pour tenir en échec les projets de restructuration de l'entreprise. Jusqu'aux licenciements acceptés par l'Inspection du Travail en avril 1975 les péripéties furent nombreuses : lutte pour la réintégration du délégué syndical CFDT, remplacement de divers cadres, négociations en Suède même.

DES AGENTS DU PATRONAT

C'est au cours de ces mois que les travailleurs ont finalement pu rassembler un grand nombre de faits étayant de manière certaine les pratiques frauduleuses de la direction. De leur côté les patrons multi-

pliaient les pressions et pots de vin pour s'assurer la collaboration de certains responsables syndicaux : un responsable CFDT au CCE (comité central d'entreprise) Louis Prugnau, membre du Bureau national du syndicat CFDT des visiteurs médicaux et membre du PS, est l'auteur des listes de licenciement ! Un autre responsable CFDT membre du CE du siège, J. C. Billiot, membre du PS, a proposé et signé l'accord sur les licenciements ! Le délégué syndical CGC, membre du PS, Martin, le délégué FO, Chesnais, le délégué autonome Georgin, des élus CFDT et CGC, Bergera, Maner, Arnulf, ont également voté et approuvé le projet de licenciement. Tous ces gens, pour la plupart membres du CE et de «gauche» sont de parfaits



POURQUOI DES LUTTES DANS LES CRECHES

Depuis plusieurs mois des luttes se sont développées dans les crèches. Et dans plusieurs endroits le personnel qu'elles emploient s'est mis en grève. A ces mouvements, qui ont reçu le soutien de nombreuses familles ouvrières et populaires, la bourgeoisie n'a trouvé qu'une réponse, la même que celle qu'elle oppose toujours aux mouvements de masse : la répression.

C'est ainsi qu'à la suite d'une manifestation de soutien au personnel gréviste des crèches, qui avait eu lieu à la préfecture des Hauts-de-Seine à Nanterre le 4 février dernier, trois personnes avaient été inculpées de «violences à agents». A l'heure où nous écrivons ces lignes la date de leur procès n'est toujours pas connue. Mais d'ores et déjà le personnel des crèches et notamment des éducateurs de jeunes enfants, élèves et professionnels, se sont organisés en association avec des parents, se sont unis aux niveaux départemental et régional, et ont pris en main un travail d'information de la population, dans le but de soutenir les parents inculpés.

Le mouvement de lutte s'est également développé autour du travail de dénonciation d'un projet de réforme gouvernemental en date du 16 décembre 1975, la circulaire Veil, relative au fonctionnement des crèches,

qui, derrière des conseils pédagogiques, vise à remettre en cause un acquis social des travailleurs : les crèches collectives qui, même si elles sont en nombre très insuffisant actuellement, représentent quelque chose qui mérite d'être défendu.

La construction des crèches collectives et les charges de fonctionnement sont un investissement non rentable, aux yeux de la bourgeoisie et de son gouvernement. Aussi ces derniers s'affairent-ils à les dévaloriser au profit de «crèches familiales»* et en encourageant «l'entraide réciproque»** et le bénévolat. Ce faisant la bourgeoisie vise à perpétuer la conception bourgeoise de la mère au foyer, gestionnaire de la famille, coupée de la vie sociale, économique et politique, et maintenue de force dans l'isolement de la lutte de classe contre les exploiters capitalistes.

La classe dominante a également intérêt économiquement à encourager les «crèches familiales». Ce système en effet ne nécessite que trois puéricultrices et une secrétaire pour surveiller 120 à 150 enfants placés chez des gardiennes sous-payées — 25 F par jour et par enfant — et sélectionnées d'après leurs conditions de vie et leur réputation. En crèche collective par contre il faut 12 personnes qualifiées pour 60 à 75 enfants.

Actuellement le nombre d'admissions en crèche est très restreint. Le nouvel arrêté du 5 novembre 1975 prétend pallier cela en invitant les familles à rechercher, sur les conseils d'assistantes sociales, «un mode de garde satisfaisant pour l'enfant, tel la gardienne agréée libre ou la crèche familiale».

Par ailleurs la participation financière des familles dont les enfants sont en crèche collective va être mensualisée. De la sorte, les familles devront payer et compris pour les jours d'absence des enfants. Par exemple au moment des vacances, si l'enfant part au début juillet ou s'il revient en crèche avant le début août, il faudra payer la totalité du mois de juillet. Ce processus a pour but de rentabiliser les établissements. Cela prouve une fois de plus que les «droits sociaux» et autres «services publics» ne sont qu'une mystification en régime capitaliste. La crèche comme le reste doit être source de profits pour la classe des banquiers et des patrons exploiters.

Avec les nouvelles dispositions la crèche collective tend à devenir une garderie qui compte le maximum d'enfants pour le minimum de personnel. La moitié seulement des personnes employées seront qualifiées. Seules les crèches disposant de plus de 40 places joueront un rôle éducatif par rapport à l'enfant. Les au-

tres, en l'absence de personnel qualifié pour jouer ce rôle, se contenteront d'être des garderies où l'on dépose les enfants et où tout est fait pour qu'ils fient la paix pendant la journée.

D'autre part la directrice se voit attribuer «le pouvoir hiérarchique» sur l'organisation de la crèche et sur la formation en «éducation sanitaire» du personnel. Elle sera également chargée de l'éducation sanitaire des parents. La crèche cessera de fournir les vêtements à l'enfant. Leur entretien sera une tâche ménagère supplémentaire pour la mère. Mais, de surcroît, c'est la directrice qui devra «contrôler la propreté des vêtements portés par l'enfant et au besoin avoir un entretien avec la mère». On imagine d'ici quelles humiliations auront à endurer les «simples ouvrières» et les «petites gens du peuple» devant certaines directrices imbues de leur science et rendues arrogantes par leurs nouvelles responsabilités. Sans compter même qu'il en est qui trouveront le moyen d'obliger des familles ouvrières et populaires à consentir des dépenses supplémentaires, pour la bonne renommée de la crèche ou par simple caprice.

La circulaire Veil aura aussi des incidences sur la profession des éducateurs des jeunes enfants. Ainsi par exemple la circulaire conseille aux directrices de crèches de prendre un éducateur de jeunes enfants — 2 ans de formation psychopédagogique pour s'occuper d'enfants de moins de 6 ans — qui se verra attribuer la tâche de «veiller» sur l'orientation éducative dispensée par ce mode de garde. Autant dire qu'il s'agit là d'une nouvelle hiérarchie dans le travail : des personnes spécialisées — hygiène et pédagogie — se voyant attribuer pour rôle de contrôler le travail de personnes non-formées et sous-payées et d'en éviter les «bavures».

Voilà donc exposées brièvement quelques-unes des raisons qui expliquent qu'il y ait actuellement des luttes dans les crèches et que se développe l'unité du personnel des crèches et des parents pour faire échec à la circulaire Veil et faire aboutir les revendications : «Non à la division du travail» et «Des crèches en nombre suffisant, pas chères, à la ville comme à la campagne».

* Nourrices à domicile, ni plus ni moins, qui sont agréées.
** Les citations sont extraites de la circulaire Veil du 16 décembre 1975.

(Suite demain)

la France des luttes

Clairvivre (Dordogne)

Halte à l'exploitation des travailleurs handicapés

La cité sanitaire de Clairvivre, qui fut à l'origine un sanatorium pour tuberculeux, comporte actuellement un centre d'aide par le travail (ateliers protégés), ainsi qu'un centre de rééducation professionnelle pour les travailleurs qui, handicapés à la suite d'accidents, doivent réapprendre un métier. Au total, plusieurs centaines de personnes vivent à la cité sanitaire.

Depuis longtemps l'orientation et la gestion de la cité constituent un véritable scandale. Alors que l'établissement fonctionne avec des crédits publics («prix de journée» de la Sécurité sociale), sa gestion est confiée à une association privée, la «Maison des blessés du poumon», qui en fait est un simple paravent : c'est la toute-puissante direction de la cité sanitaire qui exerce un pouvoir dictatorial sur toute la vie de l'établissement, sans contrôle de qui que ce soit.

Alors que l'État et le département ont construit mairie, école, poste, routes, c'est la directrice seule, le docteur Delsuc qui est la patronne, régissant sans partage l'activité des handicapés, dans le seul souci de leur rentabilité. Rien n'avait jusqu'à présent freiné sa frénésie de répression, pas même les protestations publiques de quelques conseillers généraux en décembre dernier.

Mais depuis quelques semaines les stagiaires de la section «bâtiment» du centre de rééducation professionnelle ont engagé une lutte ferme et courageuse contre l'exploitation dont ils sont victimes. Ils ont publiquement dénoncé l'insuffisance de la formation professionnelle, de l'encadrement paramédical et des

équipements de rééducation, l'insalubrité de certains logements, l'exploitation économique dont ils sont victimes (alimentation au rabais, certains prix prohibitifs au supermarché «maison»), les atteintes permanentes à la vie privée (ouverture de certaines lettres, contrôle des mouvements de fonds à la poste, possibilité de surveillance de leurs communications téléphoniques).

Surtout, les travailleurs handicapés en lutte dénoncent le contrôle exercé par le patronat sur leur formation, leurs études (pourcentage d'échecs exigé par certains organismes) et leur embauche. La visite, au début du mois, d'une délégation patronale bordelaise venue étudier sur place la rentabilité des travailleurs rééduqués à leurs nouveaux postes de travail renforce leur détermination de lutter contre leur exploitation.

Dans ce combat difficile, ils n'oublieront pas que les responsables du parti pseudo-communiste de Marchais n'ont pas même soutenu leurs revendications et les ont traités avec mépris. Il est juste de dire, toutefois, qu'un conseiller général révisionniste a parlé de Clairvivre en termes virulents de répression, pas même les protestations publiques de quelques conseillers généraux en décembre dernier.

Mais depuis quelques semaines les stagiaires de la section «bâtiment» du centre de rééducation professionnelle ont engagé une lutte ferme et courageuse contre l'exploitation dont ils sont victimes. Ils ont publiquement dénoncé l'insuffisance de la formation professionnelle, de l'encadrement paramédical et des

Correspondant HR

Lematte et Boinot

POUR MESURE ECONOMIQUE : ET ESCROQUERIES (1)

puis janvier 1973 aboutit depuis avril à une première «charrette» de 35 licenciements pour raison économique acceptés par l'inspecteur du Travail. Depuis 1973 les travailleurs ont engagé la lutte contre ces licenciements, et ont pu notamment mettre en évidence les énormes surprofits réalisés par le trust Astra et dénoncer la collaboration de classe de certains chefs syndicaux. L'article que nous publions aujourd'hui est réalisé d'après un dossier que nous a fait parvenir le collectif des salariés et licenciés de l'entreprise. Ce dossier révèle les trafics en tous genres auxquels se livrent habituellement les capitalistes qui vont ensuite licencier leur personnel pour difficultés économiques !

exemples de la dégénérescence bourgeoise qui guette certains militants syndicaux dans les organismes paritaires tels les CE ou les patrons exercent des pressions corruptrices continuelles. Ces individus qui ont apporté une aide efficace au patron ne sont évidemment pas menacés de licenciement à la différence d'autres délégués ou travailleurs combattifs (que le patron a aussi tenté d'acheter en proposant notamment 10 000 F à un délégué). C'est pour cela que le personnel s'est rassemblé dans un collectif de lutte unissant sur la base du refus de tout licenciement la section CGT, des militants et adhérents CFDT, FO, CGC, autonomes, et des non-syndiqués. C'est ce collectif qui a déjà fait signer une pétition par plus de 400 personnes, qui participe

à diverses activités de coordination de luttes sur le secteur santé et a recueilli les éléments prouvant la «nature frauduleuse du «motif économique» de licenciement.

SURPROFITS ET CORRUPTION

Ces éléments recueillis au cours de la lutte sont maintenant nombreux. En ce qui concerne les surprofits nous choisissons le dernier médicament suédois commercialisé en France par les laboratoires Lematte et Boinot. Ce produit est payé par le malade 58 F ; son prix de revient réel fabrication est de 5,25 F. Mais il nous faut entrer dans le détail pour montrer comment est présentée l'addition, service compris.

(Suite demain)

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Éditions du Centenaire

disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN

NE LE JETEZ PAS!

DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!



Enquête

LES CERISES DE LA COLERE (3)

Il faut que l'on sache que lorsque les travailleurs parisiens et d'autres grandes villes voient les cerises à 7 ou 10 F chez l'épicier, les négociants capitalistes en offrent 0,70 ou 0,80 F aux paysans.

Dans les deux précédents articles, nous avons vu dans quelle situation économique se trouvent les petits producteurs de cerises, quelles sont les positions des différentes organisations syndicales et ce qu'elles «défendent». Dans le présent article, notre correspondant conclut sur la situation générale dans le département du Vaucluse.

C'est le problème de rester au pays qui est à l'ordre du jour. Pour le président du syndicat national de la cerise, le Luberon est une région que l'on veut consacrer au tourisme, au mépris de l'agriculture.

Menace de fermeture d'usines, menace de ruine des paysans, d'arrachage des cerisiers, mais aussi menace de fermeture d'écoles. L'Éducation nationale n'a pas voulu être en retard dans cette opération, ainsi au village de Vaugines, l'école avec son unique salle de classe ne doit d'être encore là que grâce à la mobilisation des parents d'élèves.

La spéculation foncière va bon train, Michelin, Rivoire & Carré et l'ancien directeur de Ricard rachètent systématiquement, pour placement d'argent, les terres que les paysans ont dû abandonner. Si aujourd'hui, ils les laissent en métayage, il se peut fort bien que le jour où les bénéfices seront attirants, ils les revendent à quelques promoteurs ou marchands de loisirs.

Les petits paysans qui veulent rester à la terre ont dû le plus souvent s'endetter jusqu'au cou pour avoir une exploitation viable, comme ces jeunes agriculteurs qui devront rembour-

Index des sigles :

MODEF : Mouvement de défense des exploitations familiales sous direction PCF.

FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles dirigée par les gros propriétaires.

FORMA : Fonds d'orientation et de régulation des marchés agricoles.

CRAV : Comité régional d'action viticole.



Ces cerises ne seront peut-être même pas cueillies (photo HR).

ser jusqu'à l'âge de 65 ans l'emprunt du Crédit agricole. Depuis 4 ou 5 ans, la survie au pays demande de plus en plus de travail. Il n'est pas rare de voir des tracteurs en marche, après la tombée de la nuit, phares allumés.

Aussi la colère éclate-t-elle parfois sur le marché de Cavaillon lorsque des importations massives viennent casser les prix : des tonnes de fraises et d'oignons, en provenance d'Israël, ont été retrouvées carbonisées au matin.

Après la cerise, le problème de la tomate va se poser.

Ce n'est pas un hasard si les préfets ne restent pas longtemps en place dans le Vaucluse.

Les paysans sont conscients que leurs problèmes sont les mêmes que ceux des viticulteurs du Sud-Ouest : Montredon a eu beaucoup d'échos ici et c'est par cars entiers que les paysans du Vaucluse ont participé aux manifestations de Sète, Montpellier et Nîmes.

Le ministère de l'Agriculture vient de lâcher quelques miettes qui ont évité les barrages de la vallée du Rhône durant la Pentecôte. 0,40 F seront versés aux agriculteurs pour 10 000 tonnes (alors que la production est d'environ 17 000 tonnes). Cela porte le prix à 2 F... on est loin des 2,75 F demandés.

Le calme d'aujourd'hui (l'on est pleine récolte) est de ceux qui précèdent la tempête. Les marxistes-léninistes et leur parti doivent être prêts à soutenir les luttes qui commencent pour expliquer le combat des paysans, pour que se réalise l'indispensable unité ouvriers et paysans contre la crise du système capitaliste, pour que chacun puisse travailler et vivre au pays, pour que la terre revienne à qui la travaille.

Souscription

UNE BATAILLE POLITIQUE DE GRANDE IMPORTANCE

TOTAL AU 11/6/76 :	72 707,64 F	PL	30,00 F	Suppl rbt S Syl.	10,00 F
Sur vente de timbres MD45,00 F		S et C	300,00 F	Sur un héritage qui n'est que de la pl.value, cette somme retourne à sa cl.	
Un militant instituteur	50,00 F	HRM	200,00 F	un cam.	8371,00 F
CDHR Jdanov PTT	300,00 F	Pr un Qt de combat	1000,00 F	Un prof	30,00 F
Des postiers du Tri	13,70 F	Un camarade appelé	10,00 F	Soutien	1,70 F
CDHR PVC	890,00 F	CDHR Sanchez Bravo		HR lectrice de V.	300,00 F
Souscp. au meeting La parole aux trav. du 11/6/76		2e souscp.	160,00 F	ML	120,00 F
Vitry/Sne	158,65 F	Pour un Qt ml DM	20,00 F	Soutien à HR RM	50,00 F
Soutien au Qt et à l'idéal commste		CDHR Camelinat	160,00 F	HCL sout. HR	210,00 F
EDF	240,00 F	Pour le Qt de la cl ouvr.		CDHR Boupacha B	210,90 F
Pour la sousp. P	500,00 F	2 camarades	300,00 F	" N. Béthune SB	200,00 F
BR	250,00 F	CDHR Hapiot Nord	70,00 F	Pour la dict. du Prolt	
Des camarades de B.	60,00 F	Suppl. rbt CJP	40,00 F	MCR - IH	400,00 F
Au porte à porte	0,50 F	Un trav. ml de Calberson (transport)	50,00 F	CDHR Varlin	25,00 F
A un RU	0,50 F	Suppl. rbt TA	8,00 F	Souscp. à meetg Nantes	900,00 F
Ccle JCMLF de B.	76,30 F	2 ouvr. du bâtiment	60,00 F		
un camarade	60,00 F	PVC T	50,00 F		
Sur le marché de M du 30/6 au 6/6	26,00 F	Un instituteur ml	500,00 F		
		Un chômeur algérien	50,00 F		
		Une étudte méd.	20,00 F		
		Suppl. rbt MM	120,00 F		
		WA pour les 25 M avant le 30/6	100,00 F		

Total au 14/6/76

89504,89 F

SEVICES GRAVES DANS DES GENDARMERIES DU VAR

Bandol, c'est en France. Sur la Côte d'Azur. En été la ville se grossit de 25 000 vacanciers. Le reste du temps, avec ses 6 200 habitants, des retraités surtout, Bandol ne fait guère parler d'elle. Ou plutôt elle ne faisait guère parler d'elle, car aujourd'hui avec les révélations faites par l'un de ses habitants, René Adolphe, c'est le tout premier plan de l'actualité qu'elle occupe.

Le 24 mars dernier René Adolphe, ferrailleur, et un ami, Christian Gros, étaient convoqués à la gendarmerie de Bandol. Les flics qui avaient découvert chez eux un vieux canon de fusil préalablement volé à un médecin de la région entreprenaient de leur faire avouer un larcin que ni l'un ni l'autre n'avaient commis. Giffes et insultes commençaient à s'abattre sur le ferrailleur : «*Avoue, espèce d'enculé !*» Christian, dit le Grand, n'était pas épargné : «*Allez, dis-le que tu es un pédé, hein, dis-le grand pédé*». Menottes aux poignets, René et Christian encaissaient. La nuit, ils allaient passer dans une cave de la gendarmerie de Saint-Cyr. Un centimètre d'eau croupissante par terre. Deux couvertures pourries.

Le lendemain, c'était le festival. Six heures durant, René-le-ferrailleur subissait des tortures : matraquage, coups de nerfs de bœuf, immersion de la tête dans une bassine de détergent et autres sévices. Marie-Blanche Ciabrini, juge d'instruction à Toulon, allait pouvoir constater les blessures de René le 26 mars. Remis en liberté provisoire quelques jours plus tard, le ferrailleur portait plainte pour coups et blessures.

Mais depuis il est traqué. Des murs de la gendarmerie suintent des menaces : «*René Adolphe, il n'a pas intérêt à retomber entre nos pattes*». Côté boulot, rien ne va plus : «*Qui va me demander maintenant de venir débarrasser les vieux greniers ?*» Même si c'est à tort, sa réputation de cambrioleur est faite maintenant. Et pour regagner la confiance des gens... Le propriétaire de son logement lui a donné jusqu'au 20 juin pour déguerpir : «*Des gens comme vous sur le journal, ça marque l'immeuble*»...

Et puis, preuve encore qu'une affaire comme celle de Bandol ne sort jamais seule des bas-fonds de gendarmerie, l'on apprend que deux plain-



René-le-ferrailleur : «*Pour commencer des gifles, puis des coups de matraque et, quand vous êtes évanoui, on vous pisse dessus pour vous réveiller*». (photo DR)

tes viennent d'être portées pour sévices infligés par des flics de la même région et que 7 autres plaintes sont en instance de dépôt.

Les faits en l'occurrence remontent au 27 mai. Ce jour-là dans une autre commune du Var, Saint-Cyr, il y avait une fête. Suite à une petite bagarre, la gendarmerie de la Ciotat interpellaient 15 jeunes. Tous étaient inculpés pour coups et blessures, ils étaient déferés au juge d'instruction. Dix allaient être incarcérés à la maison d'arrêt de Toulon !

Le 14 juin, au cours d'une confrontation, le père de l'un des détenus, M. Garabédian, a révélé que son fils avait été attaché avec des menottes et rossé de coups à la gendarmerie de Saint-Cyr. Le chef de la brigade de la Ciotat et celui, connu pour sa brutalité, de la brigade de Saint-Cyr, auraient pris une part active au passage à tabac. Le père et le fils ont porté plainte contre X pour coups et blessures accompagnés de menaces de mort. En effet, non contents de lui avoir infligé des blessures sérieuses, les auteurs du matraquage ont interdit de séjour le fils Garabédian à Saint-Cyr : «*Si tu reviens ici, on te retrouvera dans les collines de Saint-Cyr, une balle dans la tête*».

Dans le même temps, Me Fratelli du barreau de Marseille portait plainte au nom de Georges Michalet pour les mêmes sévices. Georges était sorti de la gendarmerie littéralement couvert d'hématomes...

De cette dernière affaire, il n'est pas encore question dans la presse bourgeoise. Les tortures subies par René Adolphe par contre sont au nombre des titres de tous les bulletins d'information tant à la radio qu'à la télévision. C'est que la bourgeoisie n'est pas gênée outre mesure de parler de cette affaire. Elle l'utilise habilement cherchant à faire passer ce qui est une pratique journalière à l'encontre des travailleurs, surtout des immigrés, et des «*petits délinquants*», pour une bavure.

A cet égard, le quotidien raciste et fasciste «*l'Aurore*» montre clairement où veut en venir la bourgeoisie. Dans son édition du 15 juin il reproduit à sa dernière page les déclarations de Jacques Vincent, commandant le groupement de gendarmerie de Toulon : «*Je peux vous assurer que s'il apparaît... qu'un seul fond de vérité se manifeste, des sanctions exemplaires seront prises contre les coupables... L'opinion publique, qui a toujours fait confiance à la gendarmerie et qui peut apprécier chaque jour son action sécurisante, ne comprendrait pas qu'il puisse en être autrement*». Le morceau est lâché.

La classe des banquiers et des patrons profite de ce que ces pratiques sont mises en lumière pour engager une campagne qui rappelle le célèbre «*Merci aux gardiens de la paix* !» d'il y a quelques années. Les promesses de sanctions vont se multiplier... Elles ne cadrent pas si mal avec la campagne du ministère de l'Intérieur sur la sécurité des Français ! Et elles visent le même objectif : préparer la répression massive de tous ceux qui luttent contre le capitalisme.

Le moment venu on nous sortira un non-lieu : les preuves n'auront pas été établies de la culpabilité des flics de la région de Toulon. Qu'importe, la campagne d'intoxication bourgeoise aura porté ses fruits.

Encore une fois, les tortures et passages à tabac perpétrés dans ces gendarmeries du Var ne sont pas des bavures. Le penser serait se laisser entraîner au fil des illusions que répand la bourgeoisie. En vigueur en permanence contre les gens du peuple dans les commissariats et les prisons, ces pratiques ne sont que l'une des manifestations de la dictature de classe que la bourgeoisie exerce sur la classe ouvrière et les masses laborieuses.



culturel

A la fête de Bagnolet

Le maire-adjoint est raciste

Le week-end dernier, c'était la fête de Bagnolet (banlieue est de la région parisienne), organisée par la municipalité qui est PCF. Samedi soir, Serge Reggiani chantait.

Au début du spectacle, des «responsables» avertissent au micro les jeunes dans la salle qu'on les a laissés rentrer mais qu'ils doivent «se tenir tranquilles» (!).

A l'entrée des bagarres éclatent car le service d'ordre ne veut pas laisser rentrer certains jeunes que la municipalité traite de «délinquants» (comme l'a dit un des responsables «communistes» au cours du spectacle). C'est là qu'un jeune se fait traiter de «sale arabe» Reggiani qui venait de commencer à chanter est interrompu par les jeunes en question qui réussissent à accéder à la scène et obligent Reggiani à dire ce qui s'est passé et lui font demander que l'auteur de cette insulte s'excuse. Comme Reggiani ne dit mot un des jeunes prend le micro et dit «c'est Mongeau, maire-adjoint» (qui est également député «communiste»). Quel coup pour tous ces faux communistes de Bagnolet que l'on dénonce publiquement leur maire-adjoint comme raciste ! Aussi les nervis du service d'ordre sont envoyés à 5 ou 6 pour obliger (en le prenant «à part») le jeune qui avait osé dire

la vérité à retirer ce qu'il avait dit en disant, au micro, que c'était une personne du service d'ordre qui avait proféré cette insulte...

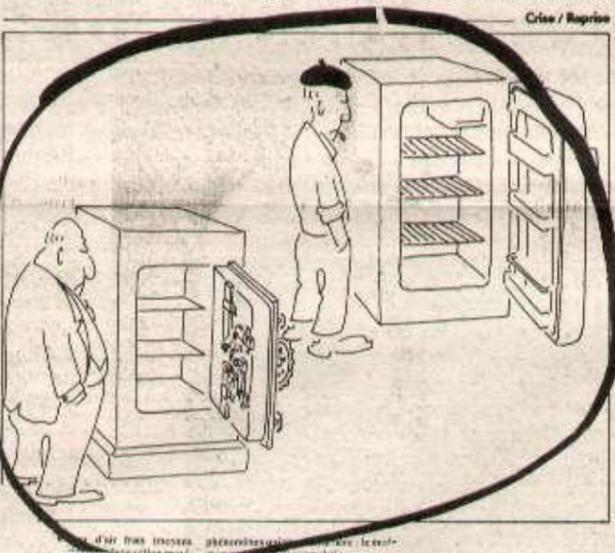
C'est alors, comme par hasard !, que les flics sont arrivés sur le lieu. C'est pratique, n'est-ce pas, d'être à la tête d'une municipalité, messieurs ! Alors qu'on ne tarit pas d'éloges pour «les libertés» on fait appel aux flics pour réprimer !

Deux étudiants et une travailleuse

Dans France-Nouvelle

Défendre les intérêts des patrons ou des ouvriers ?

Dans son dernier numéro, PCF «France nouvelle», publie un article sur la crise



Crise / Reprise

d'après trois dessins photographiques de Pierre Leclerc

Programmes TV

JEUDI 17 JUIN :

TF 1

19 H 20, 20 H et 23 H : la bourgeoisie vous informe.

20 H 30 : Sandokam. Ce nom est celui d'un personnage imaginaire censé symboliser la résistance du peuple malais à l'occupation britannique au 19^e siècle. Malheureusement les masses sont absentes et ce héros à l'exotisme de pacotille ressemble plutôt à une superstar d'Hollywood.

21 H 30 : L'événement. Magazine d'actualité dont les sujets sont encore imprévus.

A 2

19 H 20, 20 H et 23 H 35 : la bourgeoisie vous informe.

19 H 45 : La parole est aux grands partis politiques. Un titre révélateur qui montre que la TV veut rester dans le milieu de la bourgeoisie. Alors aujourd'hui, la parole est au Parti socialiste.

20 H 30 : Messieurs les jurés. L'affaire Perissac. Une des nombreuses émissions qui se consacrent aux procès juridiques. Ici encore, le milieu des accusés et des témoins est celui de la bourgeoisie. N'avez crainte de voir retracer les procès de travailleurs comme Teisseyre ou Le Gal : ce sont sans doute des sujets trop épineux.

FR 3

19 H 20, 19 H 55 et 22 H : la bourgeoisie vous informe.

20 H 30 : Le boucher. Film de Chabrol (1969). Toujours l'ambiguïté de ces films de «dénonciation» de la pourriture de la bourgeoisie, genre dans lequel excelle Chabrol : cette dénonciation, trop facile, ressemble à de la complaisance. Et puis toujours, toujours la bourgeoisie est sur la scène, jamais le peuple. Ici, Jean Yanne joue le rôle d'un boucher, ancien «d'Indo» et «d'Algérie» (cela vous situe tout de suite le bonhomme).

HAOJAN, ECRIVAIN DU PEUPLE, POUR LE PEUPLE

Les Éditions Alfred Eibel, dans le cadre de la collection «La Chine d'aujourd'hui» dirigée par Michelle Loi, viennent de publier la traduction d'un certain nombre de textes, entretiens ou articles de l'écrivain chinois très populaire Haoran (prononcez Aojane). Agé d'une quarantaine d'années, Haoran, fils de paysans pauvres, a donc vu, encore jeune, la libération de la Chine en 49, à 16 ans il était membre du Parti communiste chinois et a donc suivi de près les diverses étapes de la nouvelle Chine. C'est en particulier depuis 1966, avec la Révolu-

tion culturelle qu'il est un écrivain aimé du peuple chinois pour son travail «au service du peuple». Le livre, intitulé «Ma plume au service du prolétariat» est à ce titre d'une importance capitale non seulement — évidemment — pour ceux qui s'intéressent aux questions culturelles, mais également pour tous ceux qui cherchent à comprendre la nouvelle idéologie qui fleurit en Chine populaire.

Tout d'abord sur le plan artistique et littéraire, ce livre est une arme, mais aussi une aide et un outil de réflexion en ce qui concerne, en

particulier, l'application concrète et actuelle des principes fondamentaux de l'art révolutionnaire énoncés par Mao Tsé-toung en 1942, au cours des Causeries de Yenan. Le premier texte du livre est une conférence qu'il a faite à des étudiants étrangers en 1975 à Pékin où il explique comment il a pris conscience de l'importance de l'art et de la littérature pour le combat révolutionnaire, qu'ils étaient «une arme irremplaçable». Il explique comment il a été soutenu par le parti, mais aussi comment se sont manifestées les oppositions réactionnaires et révisionnistes au-dehors comme au sein du parti. Il donne également des exemples très concrets

façons de procéder», il ne s'agit nullement de quelques recettes de cuisine à appliquer mécaniquement, mais que le principal est la conception du monde qu'a l'artiste dans son travail.

«La conception du monde, la ligne idéologique, c'est un instrument qui permet de mesurer la société, c'est une pelle et une pioche pour creuser la vie sociale». Vous trouverez de nombreuses anecdotes révélatrices de la façon dont Haoran se lie aux masses et avec quelle conception, surtout, il le fait. C'est ce qui fait l'intérêt du livre également sur le plan de la question de l'idéologie prolétarienne. On trouve enfin, comme problème important, la question du



PCF. Regardez bien ce dessin. Repris du «Monde», ce dessin de Konk prétend que la crise du capitalisme met dans les «mêmes draps» exploités et exploités, bourgeois et prolétaires ! Allons, camarades ! va nous dire Marchais, serrez-vous la ceinture, serrez-vous les coudes, (patrons et ouvriers), il faut surmonter la crise. Aidez-nous, nous sommes les seuls à pouvoir le faire !

Voilà les aspirations du PCF, prendre la place des bourgeois au pouvoir aujourd'hui. Qu'un tel dessin paraisse dans «le Monde», journal bourgeois, n'étonne personne, qu'il paraisse dans «France Nouvelle» peut en étonner encore beaucoup.

Nous, cela ne nous étonne plus. Le PCF ne défend plus depuis longtemps les intérêts des ouvriers.

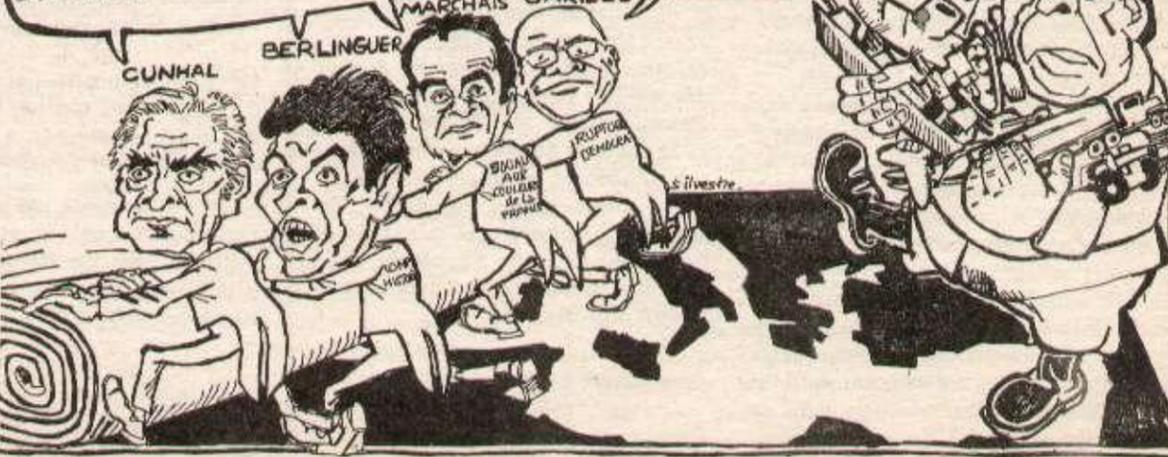
— partant de sa pratique — de l'application du fameux principe «servir le peuple». Il aborde avec des éléments d'une richesse exceptionnelle la question de la source de la création artistique, ainsi que le problème de «comment pénétrer la vie réelle», de la liaison avec les masses dans le travail artistique et littéraire. Même s'il explique, que pour lui il y a «6

«héros», de sa signification, de ses qualités. On trouvera, à ce titre, une explication détaillée des méthodes de travail qu'il a employées pour réaliser sa nouvelle «Les Deux seaux d'eau». Très facile à lire mais en même temps d'une pensée politique extrêmement dense, ce livre est un événement dans l'histoire de l'art révolutionnaire.

Vu par Sylvestre

Les paroles et les actes

A L'EPOQUE DE LA DÉTENTE IL N'EST PLUS BESOIN DE MODÈLE. LE SOCIALISME DOIT SE CONSTRUIRE SELON LES CONDITIONS PARTICULIÈRES À CHAQUE PAYS. IL N'EST PAS QUESTION DE S'ALIGNER SUR LES POSITIONS D'UN PAYS SOCIALISTE, MÊME S'IL S'AGIT DES FORCES DE DÉTENTE OU DE PAIX COMME L'URSS



L'Humanité Rouge

document

A propos d'un avant-projet de Charte nationale

NOMBREUSES CRITIQUES ET SUGGESTIONS EXPRIMEES PAR LE PEUPLE ALGERIEN (2)

Dans le précédent article paru hier, nous avons présenté « l'avant-projet de charte nationale » soumis actuellement à une large discussion en Algérie.

Aujourd'hui, nous publions dans cette page des extraits de contributions publiques à la discussion de cet « avant-projet ». Extraits qui attestent de l'intensité de la lutte de classe entre le peuple algérien, ouvriers, paysans pauvres et autres travailleurs d'une part, et bourgeois d'autre part.

Le vrai socialisme

BOUNASRI D. — ALGER

... Personnellement je ne suis pas aveugle et je vois avec mes yeux comme avec mon cœur.

... Alors je me pose la question, qui est socialiste en Algérie ? Est-ce que le socialisme signifie l'exploitation discrète d'une poignée de familles de toute une population ? Le socialisme en Algérie permet-il toujours l'appellation douteuse de « famille noble » ? Le socialisme permet-il à certains hauts fonctionnaires de s'enrichir sous le couvert du socialisme lui-même ? Nombreux sont les responsables qui considèrent que l'Algérie est leur bien personnel. Le socialisme permet-il à des Algériens de passer le week-end à Paris ou à Londres alors que d'autres vivent encore à l'âge de pierre dans les hauteurs et que d'autres survivent à peine dans les villes ?

Le socialisme en Algérie est-il une punition pour le peuple et une source de profits pour certains vautours ?...

... Ne parlez pas de socialisme à un jeune Algérien pauvre et misérable quand il a vu de ses propres yeux des jeunes comme lui « posséder » un court de tennis, une voiture sport et un hors-bord. Et lorsque nos écoliers regardent certains de leurs camarades arriver en voiture avec chauffeur à l'école et qui sont privilégiés par Monsieur l'instituteur ! Vous voyez d'ici l'amour que porteront nos écoliers à ce socialisme.

Non ! Le socialisme est à refaire, à repenser. Il faut abolir les privilèges. C'est une question de vie ou de mort pour le véritable socialisme.

La charte nationale doit être claire à ce sujet et doit nous faire savoir comment les dirigeants vont s'y prendre pour enrayer ce fléau national. Car le socialisme tel que nous le voyons parfois actuellement est une aberration. Il appartient donc aux dirigeants de donner une preuve énergique de leur attachement au socialisme et leur retour à la base. Car il ne suffit pas de donner la parole aux révolutionnaires. Il faut leur donner les moyens de lutter efficacement contre les gens qui ne pensent qu'à leurs poches. L'Algérie doit être le pays de tous les Algériens. Et chacun doit se sentir chez lui. Chacun a droit

à un bout de pain quelle que soit son origine. Chacun a droit à la justice et au respect. Et ceci doit se passer dans les actes et pas seulement dans les écrits.

Si nous devons voter pour une charte qui restera lettre morte après son approbation, alors nous aurons voté pour rien. Le peuple ne jugera que par les actes...

(El Moudjahid du 7 mai)

L'essentiel dans l'application

N. E. — EL ASNAM

Quel que soit le contenu idéologique et philosophique d'un document de l'importance de la charte nationale, sa valeur dépend davantage de l'application qui en est faite ou mieux, de l'honnêteté, de la sincérité et des convictions de ceux qui auront pour mission d'en assurer l'application et le respect à tous les niveaux.

C'est en fin de compte, non la vertu des principes qui est fondamentale, mais celle des hommes. Et cela appelle de ma part la réflexion suivante sur un point que le considère très important et qui est le plus exposé à l'incrédulité et à la critique,



Les travailleurs algériens s'emparent du débat politique (photo « l'Algérien en Europe »).

Dans son discours du 1er Mai, le chef de l'Etat avait déclaré à peu près ceci, je traduis :

taines autorités en faveur de voleurs ou assassins.

4/ Situation des fonctionnaires de l'Etat : qui sont les plus lésés en matière de rémunération par rapport à ceux des sociétés nationales ? Pourtant le Journal officiel No 11 du 5 février 1974 stipulait que pour un partage du revenu national, le secteur public serait aligné sur le secteur parapublic. En attendant, le personnel des sociétés nationales vit dans l'opulence mais celui des administrations publiques se nourrit difficilement.

En tant que frère et neveu de chahid, j'ose signaler ce qui précède...

(El Moudjahid du 7 mai)

Chahid : martyr.

Les ennemis de la Révolution

M. S. BELLAHCENE — ALGER

... Certains responsables qui se hissent actuellement au plus haut niveau du pouvoir confient leurs fils à des établissements privés néo-colonialistes où la langue arabe joue un rôle mineur, une option facultative. Les réalités de l'Algérie ne sont guère enseignées à ces enfants dans ces écoles tandis que de l'autre côté des enfants du peuple algérien vivent les joies et les problèmes du pays. Etiquette socialiste, actes réactionnaires. Ces pères malhonnêtes n'ont pas de place dans notre Révolution socialiste par le peuple et pour le peuple. Nous demandons leur départ au nom du peuple algérien. Nos amis au pouvoir ne connaissent jamais que les images

d'eux-mêmes qu'ils découvrent en nous. L'UNFA ne peut se faire aux salons de l'Aletti, ou autres où leurs femmes exposent leurs bijoux, mais doit se faire dans les campagnes de l'Algérie que nous aimons. Les belles villas, les belles voitures, les anniversaires suivis de grands méchouis de domaines autogérés ne reflètent pas le socialisme mais leur infidélité au peuple algérien. On ne peut se cacher du soleil avec un tamis, comme le dit le proverbe algérien. Ainsi, les bons orateurs ne sont pas toujours les bons faiseurs.

(El Moudjahid du 8 mai)

UNFA : Union nationale des femmes algériennes.

«Croyez-moi, toutes les vulgarités qui nous sont signalées, sont réprimées, mais nous ne pouvons tout contrôler...»

C'est vrai, nous avons eu l'occasion de le constater et nous avons même été surpris, parfois, par la promptitude de l'action. Mais dès qu'il s'agit d'une certaine catégorie de personnes ou de responsables d'un certain rang, la machine se bloque, la promptitude s'évapore dans le ciel des considérations de position peut-être et des attermolements, en attendant que soient complètement écrasés ceux qui ont eu le courage et surtout la vertu de les dé-

responsabilités qui risquent de peser très lourd sur ses jambes encore frêles. L'éducation politique dans nos campagnes doit encore se poursuivre. Quelques années d'assainissement des mœurs dans la vie d'une nation ne constituent pas un handicap, bien au contraire, dans la mesure où le sérieux domine à tous les niveaux et la loi s'impose à tous.

L'équipe au pouvoir ne mérite que des éloges en dépit de toutes les critiques malveillantes. C'est grâce à elle que notre pays rayonne de par le monde et que notre développement est à la mesure de nos ambitions. Je lui rends sincèrement hommage mais elle doit sérieusement regarder autour d'elle.

(El Moudjahid, du 8 mai)

Détruire le virus

Z. KECHRAOUN — FOUKA

... Néanmoins pour que tout ce qui a été tracé réussisse, il faudrait un contrôle sérieux, sévère et impitoyable, qui ne laisserait aucun mal se propager à travers notre société.

Le colonialisme a disparu, il est vrai, mais il a laissé quelques séquelles qui risquent de perturber la bonne marche de notre Révolution socialiste.

Ne voit-on pas dans certains postes de responsabilité, des gens qui durant toute la période de la lutte armée, ont crié bien haut « Vive l'Algérie française » ?

Mais notre politique qui se base sur la justice de l'Islam a cru bien faire de pardonner à ces gens et leur a donné une chance de se racheter.

Cependant, aucun effort n'a été fait de la part de ces gens.

Le colonialisme leur a inculqué une voie qui les marquera à jamais : celle de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le bien du peuple chèrement acquis est devenu leur propriété privée.

Le peuple est-il aveugle ?

Certainement pas. Mais qui oserait dénoncer ces personnes ? Personne ! Celui qui oserait le faire s'attirerait pas mal d'ennuis, car pour avoir occupé ce poste « le Monsieur » a dû « payer cher » et est prêt à tout pour le préserver...

Il ne faut pas que notre loi et notre justice soient bafouées par des gens incompétents qui font d'elles des moyens d'enrichissement au détriment du peuple innocent qui n'a que trop souffert pour que vive l'Algérie libre saine et juste...

(El Moudjahid du 8 mai)

Quatre questions

BOUMELITA R. — CONSTANTINE

Ayant appris que l'ensemble des citoyens sont invités à faire part de toutes suggestions et à poser toutes questions ayant trait à la charte nationale j'ai l'honneur de soulever ci-après les questions suivantes :

1/ Quel est le rôle de la presse : celle-ci est-elle au service du peuple ? Doit-elle mettre à jour et dénoncer toutes les corruptions, scandales ou indélicatesses, même si celles-ci touchent de hautes personnalités ?...

3/ Liberté d'action de la police et de la justice : celle-ci est entravée à tous les niveaux malgré des textes pourtant clairs qui dénoncent le trafic d'influence. Cette question doit se résumer par la non-immixtion de cer-